



**UCLG AFRICA**  
United Cities and Local Governments of Africa  
Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique  
**CGLU AFRIQUE**



# **RAPPORT**

## **SESSION INTERNATIONALE DE FORMATION DES FACILITATEURS DU BUDGET PARTICIPATIF**

**16 - 28 Juillet 2018**

**Yaoundé - CAMEROUN**

*Formateur principal : Jules Nguebou Dumas*

Juillet 2018


## CONTENU

<b>I. INTRODUCTION ET OUVERTURE DES TRAVAUX .....</b>	<b>3</b>
<b>II. DEROULEMENT DE LA SESSION DE FORMATION.....</b>	<b>4</b>
1. Décentralisation et gouvernance locale .....	4
2. Introduction au Budget Participatif .....	5
3. Introduction à la facilitation des approches du BP .....	5
4. Travaux pratiques .....	6
5. Préparation stage et perspectives.....	6
6. Evaluation, cérémonie de clôture et conclusion .....	6

## I. INTRODUCTION ET OUVERTURE DES TRAVAUX

Dans le cadre du Collège du Budget Participatif de l'Académie Africaine des Collectivités Territoriales (ALGA) de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLUA), en Partenariat avec ASSOAL et ENDA ECOPOP, une session internationale de formation des Facilitateurs du Budget Participatif a été organisée du 16 au 27 juillet 2018 à Yaoundé (Cameroun). Y ont pris part 23 participant(e)s de nationalités camerounaise (19) et béninoise (04), encadré(e)s par 03 facilitateurs.

L'ouverture a été marquée par cinq allocutions :

- Le Professeur André Kayo Sikombé, représentant la Vice-doyenne chargée des enseignements de la Faculté des Sciences Politiques et Juridiques de l'Université de Yaoundé II. Prenant la parole en premier, il a salué la collaboration entre ASSOAL et son Institution et félicité l'ALGA/CGLUA pour l'initiative prise en faveur du renforcement des ressources humaines des collectivités locales africaines. Il a apprécié la pertinence de la session de formation, le contenu des séquences d'apprentissage et la méthodologie proposée avant de formuler le vœu que la rencontre se déroule dans de très bonnes conditions.
- 
- 1 Participants au séminaire*
- Le Dr William Mala, Vice- président du Conseil d'Administration d'ASSOAL a, pour sa part, exprimé sa satisfaction de voir enfin se concrétiser ce programme de formation internationale des facilitateurs du Budget Participatif. Après la session d'Ouagadougou a indiqué l'orateur, l'ouverture de la seconde session confirme la volonté des organisateurs de poursuivre le programme d'amélioration de la gouvernance locale à travers la formation des cadres techniques et responsables des finances publiques dans les collectivités locales africaines. Pour terminer, il a exhorté les participants à capitaliser au mieux ce moment du donner et du recevoir afin de se positionner comme de véritables agents du changement et de la transformation sociale dans leurs institutions respectives.
  - Prenant la parole à son tour, Lova Ramilijaona s'est félicitée, au nom de l'ALGA/CGLUA, de la tenue effective de cette session de formation et a apprécié à sa

juste valeur l'intérêt porté par les participants à ladite formation. Elle a saisi l'opportunité pour présenter la stratégie et les axes de travail de l'ALGA ainsi que son offre de formation. Des informations sur les sessions avenir et l'agenda d'Africités 2018 ont aussi été diffusées aux participant(e) s.

- Jules Dumas Nguebou, facilitateur principal de la Session de formation a pour sa part présenté la maquette pédagogique du collège du Budget Participatif. Dans son propos, il a insisté sur les objectifs de la rencontre qui vise à former des facilitateurs du Budget Participatif aux concepts, méthodes et techniques de mise en œuvre du Budget Participatif avant de détailler le programme des dix jours. La présentation individuelle, le recueil des attentes et des craintes des participant(e)s ont conclu cette première partie.

## **II. DEROULEMENT DE LA SESSION DE FORMATION**

La session s'est poursuivie avec la présentation des principaux modules :

- Décentralisation et gouvernance locale
- Introduction au budget participatif
- Introduction à la facilitation des approches participatives
- Mise en situation et préparation du stage pratique.

### **1. Décentralisation et gouvernance locale**

Animée par Jules Dumas Nguebou, ce module, en deux sessions, a permis d'analyser le contexte, les problématiques, les enjeux et les défis de la décentralisation ainsi que de la fiscalité locale en Afrique. Partant d'un état des lieux rapide, les paradoxes d'une décentralisation synonyme de transfert de responsabilités sans ressources adéquates ont été examinés. Un accent a été mis sur les défis de la gouvernance notamment sur les contraintes qui rendent difficiles la participation, la redevabilité, la responsabilité sociale et la transparence. La centralisation des décisions et des moyens de production a été alors pointée du doigt. Les échanges ont également mis en relief les enjeux de la gouvernance dans un contexte de décentralisation. Les principaux portant sur l'augmentation de la qualité et de la quantité des services fournis aux usagers par les collectivités locales. Les débats qui ont suivi ont relevé l'importance des dispositifs de suivi, de contrôle et d'engagement citoyen dans la transformation des systèmes en place. Au terme de cette session, le Budget participatif s'est révélé comme un des moyens susceptibles d'appuyer les efforts d'amélioration.

## 2. Introduction au Budget Participatif

Le second module a permis de définir le concept, les méthodes, les cycles, les principes, la typologie, les dimensions et les conditions de mise en œuvre, mais aussi de dresser le bilan du BP dans le monde et en Afrique, depuis son apparition vers la fin des années 80 à nos jours. Au terme du panorama, une analyse des enjeux et des défis du Budget Participatif a été réalisée. Dépasser les limites de la démocratie participative, renforcer la confiance entre les gouvernants et les gouvernés,



*2 Groupe de travail Compréhension du concept*

améliorer les performances des collectivités locales, arrimer l'offre de services à la demande sociale ou territorialiser les Objectifs de Développement Durable (ODD) sont autant d'enjeux qui mobilisent les plus de 2000 communes mettant en œuvre le BP dans le monde. Parmi elles, près de 600 sont africaines mais avec des hauts et des bas. En terme de défis, la faible participation des citoyens, la faible fluidité des systèmes d'information, la faible volonté des décideurs, la faible évaluation des impacts sur les finances publiques locales, la faible systématisation des approches et la faible institutionnalisation compliquent les efforts de passage à l'échelle. Enrichie par les expériences de Jean Joël Belinga sur le Budget Participatif contre le changement climatique à Yaoundé IV, de Fabien Mbassi Mbassi sur le BP Genre à Yaoundé VI et de Théodore Eloundou sur le BP et le PCD (Plan Communal de Développement) à Yaoundé I, cette session a permis de renforcer l'appropriation du concept et des méthodes du BP par les participants. Un exposé du Professeur Kayo Sikombé André viendra en élargir les perspectives de réflexion avec des informations sur les principes, les modalités, les enjeux et les défis de la mise en œuvre du second cycle du BP. Ces enjeux et défis se posent en terme maitrise, de cohérence et d'alignement avec les codes et procédures des marchés publics.

## 3. Introduction à la facilitation des approches du BP

Ce module comprenait plusieurs séquences consacrées aux :

- i) méthodes et techniques d'animation et de discussion ciblée
- ii) méthodes de médiation sociale et institutionnelle
- iii) méthodes de consensus de vote dans le cadre des ateliers communautaires
- iv) techniques de plaidoyer et de sondage, et enfin
- v) diagnostic et planification participative.

Les expériences de Daniel Nonze ont permis de renforcer les aptitudes des participants en terme de préparation, d'animation et d'évaluation des deux cycles du BP. Le module a été conclu par un échange sur les valeurs, l'éthique et le comportement du facilitateur du BP.

#### **4. Travaux pratiques**

La partie pratique a permis aux participants de tester les concepts, les méthodes et les techniques apprises dans les précédents modules. Réparti en plusieurs groupes de travail, ils ont élaboré les fiches techniques du facilitateur du BP. Neuf fiches ont ainsi été conçues dont au moins une correspondant à chaque étape du cycle du Budget



*3 Mise en situation des participants*

Participatif. Au terme des travaux de groupes, un atelier expérimental a été organisé avec 25 participant(e)s invité(e)s de la commune de Yaoundé 1. Cet atelier a permis aux participant(e)s de se mettre en situation, en animant des séances sur le BP. Cet exercice a ensuite été évalué par les pairs. Quelques inputs des facilitateurs en terme de conseils pratiques ont également enrichi cette séquence.

#### **5. Préparation stage et perspectives.**

Au terme de la formation, les participant(e)s ont été invité(e)s, sur la base d'un canevas, à élaborer chacun un plan d'actions pour la suite. En plénière, dix plans d'actions ont été présentés, discutés et améliorés. Des recommandations ont été formulées pour la finalisation et pour la mise en œuvre. Un kit du facilitateur africain du BP a été distribué à tous les participant(e)s, contenant l'ensemble des supports qui pourront être utilisés. Une stratégie et des contacts de travail en réseaux ont été discutés et présentés. Les sites de l'ALGA/CGLUA, de l'OIDP et de l'Alliance Interafricaine du Budget Participatif ont été démontrés. L'engagement a été pris de maintenir les liens à travers ces moyens de communication.

#### **6. Evaluation, cérémonie de clôture et conclusion**

Une évaluation finale a sanctionné la fin de session. A l'analyse des résultats, les participant(e)s ont exprimé leur entière satisfaction aussi bien sur le plan logistique que sur le plan pédagogique et didactique avec des scores variant entre bien et excellent. Présidée par la vice-doyenne de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'université de Yaoundé II, la cérémonie de clôture s'est articulée autour de quatre allocutions : du porte-parole de la délégation béninoise, Anani Kloubou, du Maire de la commune de Nyambaka, Hibrahima Iya, du

formateur principal Jules Dumas Nguebou et de la vice-doyenne de la faculté de sciences politiques et juridiques de l'université de Yaoundé 2, Professeur Jeannne-Claire Mebu Nchimi. Tous ont salué le succès de la session et formulé le vœu que les leçons apprises contribuent à changer les approches de gouvernance dans les communes africaines.